



Le lait et l'occupation du territoire : un partenariat à redéfinir

Depuis près d'un siècle, la production laitière a consolidé l'occupation du territoire et s'est donnée des outils de développement qui ont dynamisé les régions au Québec. Aujourd'hui l'industrie devenue lourde, complexe et menacée, n'a plus le choix de se redéfinir. Non seulement doit-elle s'y mettre pour sauver le système de la gestion de l'offre (GO), mais aussi pour affronter les aléas climatiques et les impacts des traités de libre-échange. L'occupation du territoire doit demeurer au cœur des réflexions menées par les organisations et les producteurs laitiers, réclament des observateurs du milieu.

L'adoption de la gestion de l'offre dans le lait en 1971 et des conventions de mise en marché qui ont suivi ont maintenu l'ancrage territorial des fermes laitières au Québec.

Aujourd'hui, retrouver la production laitière un peu partout dans les régions du Québec, c'est un phénomène unique, contrairement aux productions du porc et grandes cultures. «On peut dire que la gestion de l'offre a stabilisé la production laitière sur les territoires», constate Julie Ruiz, co-directrice de RIVE à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Cependant, le capitalisme étant ce qu'il est,

le gouvernement canadien, qui parle des deux côtés de la bouche en même temps, a laissé un goût amer aux producteurs éprouvés par des négociations où ils ont dû affronter le capitalisme sauvage entourant les trois récents traités de libre-échange. La gestion de l'offre a mauvaise presse dans les milieux financiers et gouvernementaux internationaux. Quoique la population canadienne l'appuie toujours massivement, au nom de l'occupation du territoire, le gouvernement canadien ne cesse de reculer.

Faisons-en le calcul. L'Union des producteurs agricoles (UPA) avançait en 2015 que l'Accord économique et commercial global avec l'Europe (AECG) allait les priver en revenus de 400 M\$ et 2% de la production laitière par année. C'est pour compenser une partie de ces pertes que le Fédéral distribue des millions aux producteurs laitiers. L'accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) les oblige à céder l'équivalent de 3,25% de la production laitière en 13 ans. Enfin, selon Financement agricole Canada, l'accord Canada, États-Unis, Mexique (ACEUM) «entraînera une hausse des exportations des États-Unis vers le Canada de 607 millions \$CA, lesquelles seront principalement attribuables aux produits laitiers et de volaille.» (4) Les Producteurs de lait du Québec véhiculent des pertes d'un autre 3,9% de la production.

Non satisfaite de cette avancée, l'administration de Joe Biden estimait en mai dernier que les mesures canadiennes «compromettent la capacité des exportateurs de produits laitiers américains à vendre leur gamme de produits aux consommateurs canadiens.»

«Les traités de libre-échange, c'est ce qui met le plus en péril l'occupation du territoire, quand on voit l'ampleur du lait dans le dynamisme des communautés», martèle Julie Ruiz.

La chercheuse s'en désole. «C'est une énorme erreur de libéraliser le système et de considérer l'agriculture uniquement comme un bien économique. Ça ne produit pas juste des biens de consommation, ça produit de l'occupation du territoire. Ça produit des communautés rurales dynamiques.»

Redéfinir le système

La gestion de l'offre et ses règles de fonctionnement, même si elle est devenue un colosse aux pieds d'argile, crée l'unanimité lorsqu'il s'agit d'occuper le Québec en son entier.

Par contre, de nombreuses voix demandent que le système soit revu en profondeur. Et c'est là où la résistance des décideurs du lait se fait forte. On la comprend. Les Producteurs de lait du Québec (PLQ) ont choisi la logique de gestion la plus rentable du système actuel. C'est notamment très payant en redevances!

Mais les appels à l'évolution se répètent. Et avec la pression américaine, tant du côté du Conseil des industriels laitiers du Québec (CLQ) que des professionnels, des analystes universitaires, voire des consommateurs qui réclament une agriculture plus durable, plusieurs demandent de simplifier le système. Avant de frapper un mur.

La chercheuse Julie Ruiz se questionne sur la volonté des producteurs eux-mêmes pour faire évoluer la gestion de l'offre.

«Je serais curieuse d'entendre les PLQ sur l'importance de distribuer les quotas régionalement, [de choisir] un partage en fonction de maintenir l'occupation du territoire et non de la capacité d'achat des producteurs. Il y a là une voix à faire entendre de façon plus forte. Il faut l'afficher clairement, au nom de l'occupation du territoire.»



Denise Proulx, journaliste, chercheuse associée et chargée de cours, UQAM

Selon l'universitaire, ça prend des actions qui vont être capables de satisfaire à la fois les productions conventionnelles et les productions de niche valorisées auprès du public. Ces produits de niche lui apparaissent une des meilleures solutions pour maintenir l'occupation du territoire.

Dans les faits, le système actuel favorise les grands producteurs et les grands transformateurs qui ont la main haute sur les organismes de régulation. Le système de rémunération au volume/hectolitre encourage la production d'un lait standardisé pour toutes les commodités et ne tient pas compte des besoins des petites entreprises qui veulent se démarquer par un produit de niche.

Même si depuis un an, les PLQ tentent un meilleur équilibre dans la demande, en introduisant un nouveau ratio pour produire plus de gras, le paiement à l'hectolitre, couplé au dumping des solides non gras à coût moindre par les marchés mondiaux, ne font rien pour faire évoluer la situation.

Transport, achat local et environnement

Il y a un certain nombre de moyens pour soutenir les circuits de niche, à la fois sur les circuits courts, mais aussi les circuits intermédiaires.

Ça implique pour Julie Ruiz de revoir l'uniformisation des coûts au niveau du transport du lait. «Ce sera un défi majeur, pour que les producteurs s'entendent sur les cahiers de charge.» Mais c'est faisable. Les producteurs de lait biologiques l'ont réussi.

Maintenir la vente de quotas au plus offrant risque d'accentuer la chute des fermes dans les régions moins avantageuses.

Elle rappelle que lorsque la ferme familiale rentre dans la course à l'agrandissement,

Suite à la page suivante →



Julie Ruiz, co-directrice de RIVE à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

l'essor des spécialisations en agriculture a favorisé la concentration de la production laitière dans les régions du Centre du Québec, Bas Saint-Laurent, Saguenay Lac-Saint-Jean et Coaticook. Et la relève en production laitière est difficile.

Une GO malmenée de toute part

Après 50 ans le système canadien de GO qui gère l'industrie laitière est devenu lourd, complexe et il est attaqué de tous les côtés.